



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**

L'Équateur, une démarche intéressante

Les enjeux du développement en Amérique latine

Yves Vaillancourt, professeur associé de
l'École de travail social de l'UQAM et militant du GESQ

Centre Saint-Pierre

26 février 2010

Introduction

1. Ma présentation sur l'Équateur: un “work in progress”
2. Contextualisation de mon intérêt et de mes travaux sur l'économie sociale et solidaire (ESS) en Équateur
 - Une première mission à Quito en décembre 2010
 - Un premier texte publié dans le Bulletin du GESQ en janvier 2010
 - Accumulation d'une riche documentation à partir de laquelle je prépare d'autres textes (voir mes “notes et pistes de recherche”)



L'intérêt et l'originalité de l'ESS en Équateur

1. Dans certains pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), l'ESS existe dans le monde du travail et la société civile mais sans être reconnue et soutenue par le gouvernement national (Haïti, République dominicaine, le Pérou, le Chili etc.).
2. Dans certains pays de l'ALC, l'ESS existe dans le monde du travail et la société civile et elle est reconnue et soutenue par le gouvernement national, mais à la manière d'une économie pour les pauvres (Mexique, Argentine etc.).
3. Dans certains pays de l'ALC, l'ESS existe dans le monde du travail et la société civile et elle est reconnue, et soutenue par le gouvernement national à la manière d'un vecteur de l'ensemble de l'économie. C'est le cas au Brésil. C'est le cas clairement en Équateur depuis 3 ans sous le gouvernement de Rafael Corréa.
4. J'ajoute un point important: la reconnaissance et le développement de l'ESS au Équateur, un processus de co-construction démocratique.



Quelques caractéristiques de l'Équateur (1)

- Un pays de la région andine du continent ALC avec le Pérou, la Bolivie et la Colombie.
- Un pays de contrastes géographiques avec des territoires montagneux et des villes comme Quito à 3700 mètres d'altitude et une température de 20 degrés Celsius le jour et des villes comme Quayaquil au bord du Pacifique avec une température de 32 degrés le jour.
- Un petit pays relativement peuplé avec 14 millions d'habitants
- Un pays caractérisé par une très grande diversité culturelle avec ses 10 nations autochtones (25%), sa population afroéquatorienne (4%) et ses descendants de la colonisation espagnole et de l'immigration
- Un système politique unitaire et républicain présidentiel comprenant 24 provinces



Quelques caractéristiques de l'Équateur (2)

- L'économie compte depuis 1967 sur des ressources pétrolières exploitées par des compagnies étrangères. Elle est basée aussi sur les bananes, le cacao, les crevettes, le café, le riz, etc.
- Un pays doté d'un grand pluralisme culturel et idéologique
- Un pays caractérisé par la diversité de ses mouvements sociaux et la robustesse de sa société civile
- Un pays caractérisé par son pluralisme politique avec une diversité de partis politiques de droite, de centre et de gauche
- Un pays marqué au cours des dernières décennies par une grande instabilité sociale et politique: au cours des 10 dernières années, 8 présidents se sont succédés et plusieurs n'ont pas pu terminer leur mandat de 4 ans.
- Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement Correa en janvier 2007, on peut parler de 20 ans de politiques néolibérales



La montée au pouvoir de Rafael Correa et d'Alianza Pais

- Avant 2005, Correa est connu comme un professeur d'université d'économie, formé en Belgique et aux USA, ayant fait plus jeune du scoutisme et du travail communautaire en milieu rural
- Il n'a pas de feuille de route dans les mouvements sociaux et les partis politiques
- En 2005 et 2006, il se fait connaître comme conseiller puis comme ministre de l'économie pendant 4 mois avec une critique du FMI et de la BM et sa fermeté face à l'industrie pétrolière
- Il critique la "partidocratie" en préconisant une "révolution citoyenne" permettant de se s'élever au-dessus de la partisanerie politique et du corporatisme
- Il critique les politiques néolibérales des gouvernements passés
- Il se réclame du "socialisme du 21e siècle".
- Il se présente à la présidence au 1er tour des élections de septembre 2006 à la tête de *Mouvement (ou Alliance) Pais* et gagne au 2e tour en décembre 2006



Les initiatives clés du gouvernement Correa (2007-2010) (1)

- Dissolution du Congrès et création de l'Assemblée nationale constituante appuyée par référendum en avril 2007 avec 82% des électeurs en faveur du OUI.
- Préparation par l'Assemblée constituante d'une nouvelle Constitution de 400 pages, la 20e en 200 ans, appuyée en octobre 2008 par 64% des électeurs.
- Réélection de Correa au 1er tour en avril 2009 (51% des voix).
- Politique interventionniste plus agressive vis-à-vis l'industrie pétrolière, ce qui fait que 70% des rentes pétrolières vont à l'État. D'où l'augmentation de 50% de ses revenus de 2007 à 2008.
- Politiques sociales qui augmentent le pouvoir d'achat des familles pauvres (le "bono de desarrollo" de 30\$ par mois et les soutiennent dans l'achat et la rénovation des maisons. PS universelles qui priorisent l'accès à l'éducation, à la santé etc.



Les initiatives clés du gouvernement Correa (2007-2010) (2)

- Valorisation de la coopération régionale et de l'autonomisation VS les USA: ALBA, UNASUR, solidarité Sud-Sud avec Haïti etc.
- Pas de développement d'Accord de Libre Échange avec USA.
- Efforts pour alléger la dette qui est considérable.
- En démarcation avec la Colombie, fermeture d'une base US.
- Nouveau modèle de développement qui vise le "Buen Vivir" ou le *Sumak Kawsai* = un point d'arrivée et non un point de départ
- Vise l'instauration de rapports harmonieux entre les êtres humains et entre les êtres humains et la nature. (cf. art. sur l'eau comme bien public)
- Défense des droits humains et des droits de la nature (vs l'*extrativismo*).
- Valorisation de la souveraineté alimentaire
- Révolution citoyenne qui amène le pouvoir exécutif à passer par dessus les partis politiques et le Congrès pour dialoguer avec la société civile.
- Vers un État plurinational et interculturel (droits autochtones)
- Reconnaissance et soutien de l'économie sociale et solidaire.



Sur la politique économique du gouvernement de Correa

- Pour une analyse rigoureuse et bien documentée de la politique économique du gouvernement de Correa, voir l'article de Fernando Buendia (2010) "Transition postnéolibérale en Équateur: vers un système économique pour le 'Bon Vivre' ", dans *Revue vie économique*, vol. 1, no 3, janvier 2010. Voir le site EVE: (<http://www.eve.coop/>)



L'économie populaire et solidaire (EPS) dans la Constitution de 2008

- Une place centrale qui donne lieu à plusieurs articles
- Dont l'article 283:
 - “Le système économique est social et solidaire; il reconnaît l'être humain comme sujet et fin; il vise une relation dynamique et équilibrée entre société, État et le marché, en harmonie avec la nature; il a pour objectif de garantir la production et la reproduction des conditions matérielles et immatérielles qui permettent le ‘Buen Vivir’. Le système économique fait de la place à des formes d'organisation économique publique, privée, mixte, populaire et solidaire et d'autres que la Constitution identifie. L'économie populaire et solidaire sera régulée en accord avec la loi qui inclura les secteurs coopératifs, associatifs et communautaires.”



Commentaires sur l'art. 283

1. Le mot solidaire ne renvoie pas à un secteur de l'économie mais à une caractéristique de l'ensemble du système économique et social à construire et axé sur le *Buen Vivir*.
2. Les mots populaire, publique, privée, mixte renvoient à des formes distinctes d'organisation ou à des secteurs de l'économie qui peuvent être plus ou moins solidaires.
3. Le secteur de l'économie populaire (EP) représente un secteur important (40 ou 50 %?) de l'économie souvent ignoré, négligé et sous-conceptualisé en ALC.
4. L'EP n'est pas automatiquement solidaire mais peut le devenir.
5. Le gouvernement Correa (la Constitution) veut reconnaître et soutenir l'EP en adoptant des politiques publiques qui lui confèreront de la visibilité et l'aideront à devenir davantage solidaire.



Plus concrètement, l'économie populaire en Équateur c'est quoi ?

- L'EP représente 50% des emplois en Équateur (cf. Notes YV p. 41-42)
- Elle est tantôt informelle et tantôt formelle
- Micro-initiatives d'individus et de familles pour produire des biens et services pour leur auto-subsistance, ou répondre à leurs besoins de première nécessité (s'alimenter, se loger, se vêtir etc.)
- Auto-construction et auto-rénovation des logis
- 60% de la production alimentaire axée sur marché intérieur
- Milliers de petits artisans et commerçants qui vendent leur production dans les rues ou pour le marché
- Le travail et les services domestiques d'auto-reproduction non rémunérés
- Des milliers de "cajas" d'épargne et de crédit et de banques communales, souvent en milieu rural, à 90% contrôlées par des femmes
- Des services "de cuidado" pour assurer la sécurité des édifices etc.
- 1200 coopératives d'épargne et de crédit



Conditions pour que l'EP devienne devenir partie prenante de l'ES?

- Un constat: Une grande partie de l'EP ne fait pas partie de l'Économie Solidaire en Équateur.
- Une partie de l'EP est déjà solidaire pcq elle bénéficie du support d'associations (ex.: des micro-entreprises, des coopératives etc.) qui permettent de sortir du “travail au noir” individuel et de tendre à produire, financer, consommer et consommer solidairement, pour le Buen Vivir.
- L'objectif des politiques favorisant l'EP solidaire est de permettre aux individus et familles de “compétir cooperativamente” ou “d'associarse para comercializar”. (Un exemple: la RED Comal au Honduras: 200 tiendas comunitarias).
- Un extrait d'un document gouvernemental: “La politica de EPS debe plantear la opcion de la cooperacion, la asociacion (...) como una opcion de desarrollo a partir de las microempresas.”



Conclusion

- Retour sur le *Buen Vivir* et le “socialisme du 21e siècle”. Débats en cours dans la gauche (cf. le séminaire international sur les gauches en ALC à Quito en décembre 2009)
- Le projet du Buen Vivir entretient des ressemblances et des différences avec les projets de société recherchés à Cuba, au Venezuela, en Bolivie.
- Économie plurielle ou mixte à approfondir
- Valorisation des droits civils autant que sociaux
- Attrait et ambiguïté de la révolution citoyenne. Danger du renforcement de la démocratie participative et du pouvoir de l'exécutif au prix de l'affaiblissement du pouvoir législatif
- Tendance à la technocratie et, peut-être au populisme (Leon)

